



SAHARA INFO

N° 27-28
SEPTEMBRE 1978
PRIX : 3 F

Commission Paritaire N° 58229

MENSUEL D'INFORMATION SUR LE SAHARA OCCIDENTAL

RETRAIT DES TROUPES MAROCAINES !

« Nous luttons pour la libération totale de notre pays »



**Interview
exclusive
du
Front
Polisario**

Le 10 juillet 1978, le Président Moktar Ould Daddah est renversé par des Officiers qui ont décidé de mettre un terme à la désintégration de la Mauritanie. Le coup d'État dirigé par le colonel Ould Salek est en réalité un contre coup d'État. En effet, des éléments pro-marocains étaient sur le point de renverser le gouvernement Ould Daddah afin de faire définitivement basculer la Mauritanie dans l'orbite marocaine. Quelle est la politique du nouveau gouvernement mauritanien sur la question du Sahara occidental ? Il veut la paix et reconnaît officieusement le Front Polisario comme le représentant du peuple sahraoui. Les multiples initiatives qui ont été récemment prises permettent aujourd'hui d'espérer qu'un véritable processus de paix soit engagé qui permette au peuple sahraoui de retrouver enfin ses foyers.

Renversé, le président Moktar Ould Daddah vient de payer le prix de l'incompréhensible alliance qu'il avait conclue avec Hassan II en se partageant avec lui le Sahara occidental comme on se partage un gâteau, au détriment des droits du peuple sahraoui à l'autodétermination. Jamais l'opinion publique mauritanienne ne comprit cette alliance. Comment oublier que ce même homme se battit pendant des années contre la prétention marocaine de faire de la Mauritanie la province sud d'un royaume du Maroc qui s'étendrait jusqu'au fleuve Sénégal ? Et comment les Mauritanien auraient-ils pu oublier que Moktar avait soutenu jusqu'en 1975 le Front Polisario et le peuple sahraoui dans sa lutte de libération contre le colonisateur espagnol ?

La popularité des combattants du Front Polisario qui ont trouvé aide et refuge dans tout le nord de la Mauritanie dès le début de leur lutte, aura été déterminante dans l'effritement puis l'effondrement du régime Ould Daddah. Pourquoi les Mauritanien auraient-ils réagi à un coup d'État qui venait de renverser les responsables de trois années de guerre impopulaire ? Une économie qui ne tenait plus que grâce aux pétrodollars saoudiens, l'inflation, la corruption, le marché noir, des morts et des blessés étaient devenus le lot quotidien du peuple mauritanien au nom de la « récupération » du Rio de Uro.

Qui sont les auteurs du coup d'État ? Pour la plupart des nationalistes, indépendants, qui refusent la guerre fratricide et veulent la paix. Si le Front Polisario a fait un geste de bonne volonté en proclamant le 12 juillet, momentanément, le cessez-le-feu en territoire mauritanien, il n'en demeure pas moins que la guerre continue de plus belle sur toute la partie du territoire occupée par le Maroc, ainsi qu'au sud Maroc jusqu'à Agadir. Le peuple sahraoui se retrouve maintenant devant son principal adversaire : Hassan II, qui a engagé le prestige de son trône au Sahara. Politiquement isolée dans la région, résistant difficilement à la pression militaire des sahraouis qui remportent de nombreux succès sur le terrain et observée par une « opposition » qui guette le moindre faux pas, la monarchie chérifienne en est réduite à chercher à l'extérieur, auprès des États-Unis et de la France, le soutien dont elle a besoin pour assurer sa survie. M. Giscard d'Estaing va-t-il défendre coûte que coûte son « copain » ?

On a beaucoup dit que le rétablissement de la paix au Sahara passe par Paris ? Comment pourrait-il en être autrement puisque c'est le gouvernement français qui, politiquement et matériellement, a permis l'occupation du Sahara occidental par le Maroc et la Mauritanie. C'est également lui qui est venu, avec ses Jaguars, à la rescousse des armées d'occupation lorsque ces dernières étaient en difficulté.

Le peuple sahraoui, en organisant avec succès la résistance à l'occupation et en se faisant reconnaître au niveau international, a réussi à remettre en cause l'occupation illégale de son territoire. La proclamation du cessez-le-feu par le Front Polisario a déclenché une dynamique de paix qui peut sauver la région de la déstabilisation provoquée par l'expansionnisme marocain. Il est donc aujourd'hui grand temps que le gouvernement français, après avoir pris des contacts préliminaires avec les États concernés par le conflit — Mauritanie, Algérie, Maroc — se décide enfin à entendre la voix du peuple sahraoui par l'intermédiaire de son seul représentant légitime : le Front Polisario. Ce n'est pas en niant l'existence de ceux qui se battent et meurent pour leur liberté et leur indépendance que le gouvernement peut espérer favoriser la recherche d'une paix acceptable et durable pour tous.

Le peuple français, qui dans sa très grande majorité soutient le Front Polisario, a aujourd'hui un rôle important à jouer : celui de développer les liens d'amitiés qui le lient aux peuples de la région, tout particulièrement au peuple sahraoui. C'est pourquoi l'Association des Amis de la R.A.S.D. demande à toutes les forces démocratiques d'exiger du gouvernement français qu'il respecte l'expression d'une majorité de l'opinion publique. Nous devons aujourd'hui tous exiger du gouvernement :

- de reconnaître le Front Polisario, principal intéressé dans la recherche d'une solution de paix durable, comme seul représentant du peuple sahraoui ;
- de déterminer son attitude en fonction des résolutions de l'O.N.U. et de l'O.U.A. relatives aux droits du peuple sahraoui et tout mettre en œuvre pour leur application effective ;
- d'user de toute son influence pour ramener le Maroc à la légalité internationale, qui passe par le retrait des troupes marocaines du Sahara occidental, afin que le peuple sahraoui puisse enfin s'autodéterminer dans les frontières héritées de la colonisation.

Interview de Mahmoud Abdelfattah représentant du Front Polisario en Europe

Sahara Info — Pouvez-vous nous dire comment le Front Polisario analyse le coup d'Etat survenu en Mauritanie ?

Front Polisario — Je crois qu'il faut d'abord situer le coup d'Etat dans le contexte de la région. Ce coup d'Etat est une des conséquences de la guerre d'agression qui est menée contre le peuple sahraoui par les régimes marocain et mauritanien. Cette guerre a beaucoup de répercussions sur le Maroc et sur la Mauritanie.

Au Maroc, la situation est des plus déplorables ; au niveau économique, les problèmes sont multiples : le Maroc est obligé de faire marche arrière en ce qui concerne ses projets, les matières de première nécessité sont presque inexistantes, sans oublier la cherté de la vie... Mais il y a aussi les problèmes politiques et psychologiques que cela crée.

En ce qui concerne la Mauritanie, c'est la même chose, mais en plus accentué ; il y a des problèmes au niveau économique, politique et au niveau de l'unité nationale. La Mauritanie est réellement mise en cause par les présences des forces étrangères sur son territoire et tout particulièrement des forces marocaines qui ont toujours à l'esprit les vieilles thèses de l'expansionnisme, de l'occupation et de l'annexion de la Mauritanie tout entière.

Le coup d'Etat est donc tout à fait logique car il s'agit d'une réaction à la situation qui existe en Mauritanie. Mais nous pensons

qu'aucun redressement ne peut être envisagé en Mauritanie si une solution destinée à arrêter la guerre qui a été commencée par le régime d'Ould Dadah n'est pas trouvée. Par ailleurs, il est impossible d'avoir la stabilité dans la région sans mettre un terme à l'expansionnisme marocain car la présence des troupes marocaines en Mauritanie est une source de déstabilisation et une source de conflit. C'est la présence de ces troupes qui posera plus tard de véritables problèmes à la Mauritanie.

Sahara Info — Y a-t-il actuellement encore des forces marocaines dans le Rio de Oro ou bien se sont-elles retirées ?

Front Polisario — On parle officiellement de 9 000 soldats marocains, mais en réalité il y en a plus de 12 000 en Mauritanie et dans le sud du Sahara. En Mauritanie, ces forces se trouvent à Aïn Bentili, à Bir Moghreïn, à Zouerate, à Nouadhibou à Akjout et même à Nouakchott, sans oublier les experts militai-

res qui se trouvent dans les centres d'instruction de Rosso et un peu partout dans les unités éparpillées à travers le pays. Ce n'est pas seulement une présence de 12 000 hommes, mais c'est aussi un matériel sophistiqué, ultra-moderne, de blindés, de tanks, d'avions, de F 5 et aussi d'experts.

Cette présence est également importante dans le Rio de Oro, à Dakhla, à Argoub, même au Sud, à Tichla et à la Guera. Il y a des troupes marocaines qui sont encore présentes sur le territoire sahraoui, et en très grand nombre. En réalité, la présence mauritanienne dans cette région n'est que symbolique et le gros des troupes sont marocaines.

Compte tenu du changement qui s'est opéré en Mauritanie il faut rappeler que le peuple sahraoui ne fait pas la guerre pour la guerre : il fait la guerre pour avoir sa liberté et son indépendance et pour vivre en bonne intelligence et en paix avec tous ses voisins. A partir du moment où les nouveaux dirigeants mauritaniens ont montré une certaine volonté de paix nous avons déclaré un cessez-le-feu



Défilé d'enfants sahraouis

unilatéral en territoire mauritanien, comme acte de bonne volonté, et pour ne pas augmenter la tension dans cette région. Nous maintenons pour le moment ce cessez-le-feu, malgré le fait que nous n'ayons pas encore reçu de réponse satisfaisante à notre appel. Je dirai même que le seul à avoir fait quelque chose de concret pour favoriser la paix, c'est le Front Polisario. Et ceci au moment où la situation est marquée par l'intransigeance du Maroc dont il ne faut pas oublier qu'elle ne vise pas seulement le Sahara, mais aussi la Mauritanie et les autres pays de la région qui sont les cibles de l'expansionnisme marocain.

Sahara Info — Il y a eu plusieurs démarches de la part du président Giscard d'Estaing qui a rencontré les envoyés des chefs d'Etat mauritanien, algérien, marocain et lybien, ainsi que le président Houphouët-Boigny. Comment appréciez-vous cette situation ?

Front Polisario — Je voudrais tout d'abord dire que nous souhaitons que la France révise sa position en ce qui concerne le problème du Sahara. Nous n'avons aucune haine contre quiconque et nous sommes disposés à respecter tous les Etats du monde, mais nous voulons qu'en échange on nous respecte. Je voudrais signaler que les avions français sont toujours présents sur le terrain, qu'ils continuent leurs vols de reconnaissance dans l'espace aérien de la République Arabe Sahraouie Démocratique. Je voudrais dire aussi qu'aucune tentative de solution n'engage le peuple sahraoui que s'il en est saisi et qu'aucune solution ne peut se faire sans le consentement du peuple sahraoui et du Front Polisario. Mais nous ne rejetons pas toutes les bonnes volontés qui veulent réellement travailler pour la concrétisation de la paix ; une paix juste, véritable, durable et qui garantisse à notre peuple ses droits légitimes et inaliénables à l'autodétermination et à l'indépendance.

A Khartoum il a été réaffirmé que le problème du Sahara Occidental était un problème de décolonisation. Il ne doit être vu que sous cet angle et seules les organisations internationales sont fondamentalement concernées. Il y a un processus de décolonisation clairement défini par la communauté internationale et par l'Organisation des Nations unies. Ce processus de décolonisation a été transformé en agression. Ce qu'il faut maintenant c'est le retour à la



Aviateur marocain capturé par le Front Polisario

légalité internationale. Rien ne peut être pris comme alibi pour démobiliser et pour dessaisir ces organisations internationales qui demeurent le cadre le plus adéquat à la solution du problème.

Mais je pense aussi que l'entrave à la paix dans la région, c'est l'expansionnisme marocain et son intransigeance. Nous sommes convaincus que le peuple mauritanien veut réellement la paix, et nous sommes convaincus aussi qu'aucun redressement ne peut se faire en Mauritanie sans la paix. Mais il ne faut pas oublier — je me répète un peu mais c'est nécessaire — que la présence des forces armées marocaines est une source de déstabilisation et

que les peuples de la région en ont assez de l'expansionnisme marocain. Le roi du Maroc ne cesse de répéter qu'il n'acceptera pas de régime idéologiquement différent de lui au sud de ses frontières. Nous lui répondons que si son idéologie est l'expansionnisme et le colonialisme, il peut être assuré que le peuple sahraoui est différent de lui.

Sahara Info — Comment appréciez-vous les décisions du sommet de Khartoum et de la réunion des non-alignés à Belgrade ?

Front Polisario — Vous n'êtes pas sans savoir que le problème du Sahara Occidental est posé au niveau

de l'O.U.A. depuis sa création. Cette dernière a opté pour le principe sacré de l'autodétermination des peuples et pour le principe de l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation qui a été élevé au rang de dogme. C'est pourquoi l'O.U.A. a engagé la discussion sur le problème de la décolonisation du Sahara, à l'instar de tous les pays colonisés en Afrique. Plusieurs résolutions ont été votées en faveur du droit à l'autodétermination et à l'indépendance du peuple sahraoui.

Depuis l'agression du Sahara, le problème a été reposé à l'O.U.A. Au cours de la Conférence de l'île Maurice, l'O.U.A. a montré une nouvelle fois l'intérêt qu'elle porte à ce problème en décidant, pour la deuxième fois dans les annales de son histoire, de consacrer un sommet extraordinaire à ce problème. Les manœuvres qui ont suivi sont connues de tout le monde. A Khartoum la question du Sahara Occidental a été discutée par le sommet conformément à la résolution du Conseil des Ministres de Tripoli qui avait déclaré que dans le cas où Libreville déclinerait l'organisation de la tenue du sommet, ce dernier devrait se dérouler à Khartoum. En effet, à Khartoum le problème a été inscrit à l'ordre du jour par une majorité de 33 voix et il y a eu une résolution qui a été votée à l'unanimité par la Conférence des Chefs d'Etat. Cette résolution souligne tout d'abord — ce qui est fondamental — que le problème demeure un problème de décolonisation et que par conséquent l'O.N.U. demeure saisie de ce problème. Deuxièmement, elle prend acte du rapport de la Mission d'enquête de l'O.N.U. Celui-ci est très clair en ce sens qu'il déclare que l'unanimité du peuple sahraoui s'est déclarée contre les thèses expansionnistes du Maroc et de la Mauritanie pour l'indépen-

dance et que le Front Polisario est le mouvement dominant sur le territoire. En outre, la même résolution prend acte de l'avis de la Cour Internationale de Justice qui a préconisé comme seule solution, l'autodétermination du peuple sahraoui. La résolution réaffirme ce droit et la Conférence a décidé de créer un comité ad hoc d'au moins cinq chefs d'Etat dont la tâche est de travailler pour l'organisation et la tenue du Sommet. Nous considérons donc qu'il s'agit là d'une prise de position très claire de la part de l'O.U.A.

A Belgrade le problème a été inscrit à l'ordre du jour comme la plupart de ceux qui se posent en Afrique, notamment l'Afrique australe, le Zimbabwe et la Namibie. La Conférence de Belgrade n'a fait que réaffirmer les résolutions prises par la Conférence des Chefs d'Etat à Khartoum, celles du Sahara occidental, du Zimbabwe, de la Namibie, etc.

Nous nous acheminons maintenant vers la prochaine session de l'O.N.U. Vous savez que le problème est inscrit à l'ordre du jour de la prochaine session et que le Comité des 24, le Comité de Décolonisation a même mandat de l'Assemblée Générale de suivre le développement du problème. Le Front Polisario est invité comme pétitionnaire à la prochaine réunion du Comité des 24 qui aura lieu le 27 août 1978, mais aussi à la discussion en 4^e Commission de l'Assemblée Générale.

Sahara Info — En France, dans plusieurs journaux, on avance l'idée d'un mini-Etat sahraoui qui serait uniquement la portion du territoire occupé par la Mauritanie. On a même parlé d'une fédération avec la Mauritanie. Pouvez-vous préciser la position du Front Polisario ?

Front Polisario — Je voudrais

tout d'abord dire que le peuple sahraoui lutte pour la libération totale de son pays, et je crois qu'il est impossible de concevoir qu'un peuple accepte qu'on lui ampute une partie de son territoire. Nous luttons pour la libération totale de notre pays. Pour nous, de La Guera (extrême sud) à Ta (extrême nord) c'est un même peuple et un même territoire.

En ce qui concerne la fédération je pense qu'il faut tout d'abord se poser la question : qui va se fédérer avec qui ? Il faut tout d'abord que le peuple sahraoui se libère pour songer à d'autres solutions. Je crois que la question ne se pose pas actuellement. Elle ne peut se poser qu'après la libération définitive du Sahara. Le peuple sahraoui va d'ailleurs plus loin : le programme d'action du Front Polisario déclare que le peuple sahraoui est unioniste et qu'il conçoit l'unité comme un objectif, pas seulement à l'échelle maghrébine, mais aussi au niveau africain et au niveau arabe. Mais il faut tout d'abord que le peuple sahraoui se libère et soit libre, afin de pouvoir faire son choix.

Sahara Info — Qu'attendez-vous des forces démocratiques en France et de l'Association ?

Front Polisario — Nous voulons tout d'abord remercier le peuple français du soutien grandissant qu'il ne cesse de consentir pour la cause du peuple sahraoui. Dans ce cadre, les formations politiques et les orga-

**« Sahara-Info »
améliore
sa présentation
Aidez-le
dans son effort
de diffusion**

ENGAGEMENT MENSUEL

L'Association a besoin de rentrées financières très régulières pour pouvoir acheter les denrées alimentaires indispensables aux réfugiés.

Nous avons décidé, lors de la visite du Président du Croissant rouge sahraoui, de prendre en charge les achats de matières grasses.

Pour acheter l'huile indispensable à un camp regroupant quelques 1 500 personnes, il nous faut plusieurs milliers de francs par mois. Cela suppose une aide financière, de la part des amis du peuple sahraoui, régulière et constante.

Nous vous demandons ici ce soutien. Pour que ces réfugiés reçoivent régulièrement l'aide matérielle dont ils ont besoin, aidez-les, en nous envoyant chaque mois, par prélèvement automatique, une somme fixe qu'il vous reste à déterminer. Quelle que soit la somme que vous pouvez verser, n'oubliez pas que 10 francs assurent la quantité d'huile nécessaire à plusieurs familles pendant un mois.

Je verse par prélèvement automatique CCP ou bancaire la somme mensuelle de... francs, à l'ordre de l'Association des Amis de la R.A.S.D.

CCP 19 303 — 94 K Paris.

nisations syndicales jouent un rôle assez important car régulièrement elles réaffirment leur soutien à la lutte du peuple sahraoui et aux principes sacrés de l'autodétermination des peuples. De son côté, l'Association des Amis de la R.A.S.D. joue un rôle important par son soutien multiforme, aussi bien matériel, politique que moral, mais aussi au niveau de l'information du peuple français en expliquant les véritables objectifs de la lutte du peuple sahraoui. Nous espérons bien sûr plus des partis politiques, car la France et le peuple français nous sont très chers car nous appartenons à une même zone géographique. Et nous pensons que les rapports entre le peuple sahraoui et le peuple français ne peuvent être que de bons rapports. Nous espérons dans le futur de très bonnes relations, des relations de coopération, d'amitié et de respect mutuel.

Sahara Info — Que pouvez-vous nous dire de la situation actuelle dans les camps ?

Front Polisario — Elle s'est améliorée par rapport aux années passées, en particulier au niveau de la santé, de l'enseignement et de l'alimentation, bien que beaucoup de choses restent à faire. Nous avons construit des hôpitaux, particulièrement un hôpital central assez important, et nous avons commencé la construction d'écoles. Nous pouvons dire, grosso modo, que la situation s'améliore. Cela s'accompagne aussi d'un renforcement de l'organisation politique elle-même, de l'encadrement et de la mobilisation des masses, où il y a un progrès très important, notamment dans le cadre de la lutte que nous menons contre l'analphabétisme en créant des centres.

Nous avons aussi commencé une politique d'autosuffisance, mais qui en est au stade des essais. Par exemple en créant des potagers.

Sahara Info — Quelle est la situation militaire ?

Front Polisario — Il faut tout d'abord comprendre que le peuple sahraoui ne lutte pas contre tel ou tel régime mais pour la libération de son territoire. Le peuple sahraoui lutte contre l'expansionnisme, quel que soit le masque derrière lequel il se cache et quelle que soit sa couleur. Depuis le coup d'Etat en Mauritanie et le cessez-le-feu unilatéral et momentané que nous avons déclaré, nous avons mené d'importantes opérations contre les forces du régime annexionniste de Rabat qui se sont soldées par des défaites très impor-

tantes et par des pertes énormes pour celui-ci, aussi bien au niveau matériel qu'humain. Parmi ces opérations, nous pouvons citer celle du 21 août au cours de laquelle 34 militaires marocains ont été faits prisonniers et où il y a eu plus de 65 morts, 70 blessés et un lot important de matériel récupéré. Les opérations sont quotidiennes, à travers tout le territoire de la R.A.S.D., contre les forces militaires du régime de Rabat. Actuellement le moral des troupes marocaines est de plus en plus faible et les troupes sont de plus en plus obligées de se confiner dans certaines places fortes.

Aussi, conformément aux nombreux appels que nous avons lancés à l'opinion internationale, affirmant que tout le monde doit respecter notre souveraineté et particulièrement nos eaux territoriales, nous avons déclenché le 17 août des opérations contre des bateaux qui pêchaient dans nos eaux territoriales et deux de ces bateaux ont été sérieusement endommagés.

Sahara Info — Quelles pourraient être les conséquences de la guerre sur le Maroc et plus spécialement le régime de Hassan II ?

Front Polisario — Le colonialisme ne date pas d'aujourd'hui. Beaucoup de pays ont colonisé, ont mené une guerre de colonisation, ont été défaits, mais cela n'a pas été pour autant l'humiliation de leur peuple. La France a perdu la guerre d'Algérie. Cela n'a pas été pour autant l'humiliation du peuple français. Le Portugal a perdu les guerres d'Angola, du Mozambique, de Guinée-Bissau. Cela n'a pas été pour autant l'humiliation du peuple portugais, c'est plutôt à son actif et à son honneur que de retourner à la légalité internationale et de respecter la volonté des peuples.

Quant au roi du Maroc, je m'étonnerais que l'opinion publique internationale puisse mettre sur un pied d'égalité l'honneur d'un roi et le droit d'un peuple. Si l'honneur du roi veut dire l'extermination d'un peuple, je me demande si l'opinion publique internationale peut accepter cela. Si on ne veut pas être humilié, il faut rester chez soi, il ne faut pas occuper le territoire des autres et il ne faut pas mener de guerre injuste envers les autres. Notre guerre nous ne la menons pas contre le Roi ni contre Moktar ; nous la menons contre l'expansionnisme, pour le respect de nos droits, pour la libération de notre patrie et nous sommes disposés à respecter les territoires des autres.

Interview recueillie à Paris
le 25 août 1978.

UNE LUTTE, DES EVENEMENTS



10 juillet : un coup d'Etat dirigé par le colonel Mustapha Ould Mohamed Salek renverse le gouvernement mauritanien de M. Moktar Ould Daddah.

12 juillet : M. Salek déclare qu'il espère qu'une solution au problème du Sahara pourra être trouvée avec les frères du Maroc.

12 juillet : proclamation d'un cessez-le-feu unilatéral par le Front Polisario en territoire mauritanien.

12 juillet : M. Bouteflika, ministre algérien des Affaires étrangères, est reçu par le président Valéry Giscard d'Estaing.

12 juillet : dans une déclaration, le Front Polisario estime que les peuples mauritanien, marocain et sahraoui ont un profond besoin de la paix.

18 juillet : Les huit pêcheurs canariens du chalutier « Los Palomas », capturés le 20 avril dernier à la suite d'une opération menée par l'A.L.P.S. à bord d'un Zodiac, à 45 milles au sud de Dakhla, ont été présentés à la presse internationale dans un camp sahraoui. Ils ont déclaré être en bonne santé et bien traités. Les pêcheurs qui ont pu correspondre avec leurs familles ont regretté que les syndicats des pêcheurs et organisations politiques des Iles Canaries ne mettent pas en garde les gens de mer contre le danger d'aller pêcher dans une zone de guerre.

18 juillet : Le secrétaire général du Front Polisario dans une lettre adressée à M. Kurt Waldheim rappelle que l'O.N.U. ne doit pas perdre de vue le drame du peuple sahraoui.

18 juillet : le sommet de l'O.U.A. inscrit la question sahraouie à l'ordre du jour. Il adopte une résolution réaffirmant le droit à l'autodétermination.

18 juillet : visite d'une délégation socialiste autrichienne dans les camps sahraouis.

Suite page 12.

Maroc : l'agression coûte cher !

Dans un discours radio-télévisé, prononcé le 5 juin dernier, le roi du Maroc Hassan II a voulu imiter notre Premier ministre R. Barre en disant carrément à son peuple qu'il n'en avait pas fini de se serrer la ceinture.

Il a avoué que la principale raison de l'inflation qui sévit au Maroc provient de la guerre d'agression qui est faite au peuple sahraoui. Il s'est en plus permis d'envoyer à deux reprises des contingents au Zaïre, en avril 1977 et mai 1978. Le budget de la défense est passée de 1 milliard de DH (1) à 3,5 milliards de DH en 1978 ; les dépenses militaires sont les seules à être maintenues au même niveau en 1978 qu'en 1977 alors que toutes les autres ont été réduites. En plus du coût de la guerre la sécheresse frappe à nouveau les paysans. Comme seule perspective Hassan II annonce qu'il a passé commande de 75 Mirages et d'autres avions de combat, également de chars et de divers équipements militaires.

Avec juste raison donc, le porte-parole du Roi, M. Ahmed Alaoui, pouvait déjà écrire dans le journal très officiel « Le matin du Sahara » - (12.5.78) — que la libération du Sahara était la cause première des difficultés économiques que connaissait actuellement le Maroc.

C'est qu'il est devenu difficile de cacher la vérité. Le Maroc est en pleine crise et le fait est établi que dans les années à venir celle-ci va terriblement s'accroître, qu'elle touchera tous les secteurs économiques.

Des milliers de travailleurs iront grossir la masse considérable des chômeurs actuels.

Cette crise est dominée par le montant le plus élevé, jamais connu, de la dette extérieure, la France en particulier. En 1974 elle était de 393 millions de DH pour passer à 1 700 millions en 1977. Actuellement, les emprunts extérieurs servent à payer les dettes anciennes !...

Qui fait et fera les frais de cette crise ? Evidemment tous les travailleurs à qui Ahmed Alaoui disait le 27 avril « on ne fait pas grève quand on est en guerre ».

C'est qu'en effet, malgré la répression à la mode chilienne se caractérisant par des enlèvements d'individus, par la torture dans les geôles, par l'assassinat dans l'ombre, le peuple marocain commence à réagir et exprime tout haut, par des grèves, des manifestations, qu'il en a assez de cette politique d'hégémonie de Hassan II, cette politique nationaliste que soutient hélas, ce qu'on ose encore appeler l'« opposition marocaine ».

La vie devient impossible pour la grande masse des gens. Une femme marocaine nous racontait ces jours-ci que, mère de six enfants, son mari percevait un salaire mensuel de 280 DH. Pour faire les galettes de pain (semoule), pour midi seulement, il lui fallait compter 3 DH. Le logement coûte 100 DH. Son mari, sur le chantier, doit se contenter d'un casse-croûte qui lui revient à près de 2 DH. C'est une vie de chien. En plus, l'eau est rationnée au point que la toilette des morts, qui est sacrée pour les Musulmans, devient problématique.

La hausse des prix est constante. Depuis janvier 1978 elle dépasse les 4 % pour le premier trimestre et, dans la tendance actuelle, elle atteindra les 17 % en fin d'année alors que les salaires sont pratiquement bloqués.

Le gouvernement est incapable de solutionner ce problème. Le veut-il d'ailleurs ? Qu'a-t-il fait depuis le début du plan quinquennal 1973-1977 ? L'indice officiel des prix fin mars 78 était à 174,8 sur la base 100, mai 73 avril 74. L'indice des prix des produits alimentaires atteint pendant la même période 187,6 en moins de quatre ans. La viande est introuvable, comme la farine d'ailleurs. Elles sont devenues des produits de luxe réservés à la clientèle bourgeoise.

De plus en plus donc le peuple se plaint de cette cherté de la vie. De plus en plus il en rend responsable la politique gouvernementale et les partis politiques — tous les partis qui soutiennent le pouvoir royal.

Il en a assez de supporter seul le poids considérable des dépenses pour le Sahara dont il perçoit clairement l'inutilité pour lui. Il est de plus en plus conscient qu'on l'a trompé avec la Marche verte et comprend les droits du peuple sahraoui car il se rend compte chaque jour, ne serait-ce hélas, que par les deuils qui frappent tant de familles, que cette guerre est injuste. Il faudra trouver une solution, et que le roi le veuille ou non, il reconnaitra au peuple sahraoui, comme l'ont fait l'O.N.U. et l'O.U.A., son droit à l'autodétermination, son droit de vivre libre et indépendant sur le territoire pour lequel il se bat avec tant de vaillance.

René Toussaint

(1) 1 DH : 1,10 FF.

**PANAMA
15^e PAYS
A RECON-
NAITRE
LA R.A.S.D.**

A lire

— *Africa Report*, publié aux Etats-Unis, traite longuement du problème du Sahara occidental dans son dernier numéro. Il expose notamment les deux points de vue adverses (marocain et sahraoui) et rappelle l'attitude des Etats-Unis dans le conflit. (Vol. 23, n° 2, mars-avril, bimestriel, 2,25 dollars. Transaction periodicals Consortium, Rutgers University, New Brunswick, New Jersey 08903).

— *La Nouvelle Critique*, mensuel, publie dans son n° d'avril un reportage, « voyage en République Arabe Sahraouie Démocratique », sous la signature d'Arnaud Spire. Reprenant l'histoire de la colonisation du Sahara, la création du Front et la lutte actuelle, cet article est par ailleurs illustré de nombreuses photos et dessins. (N° 113, nouvelle série, avril 1978, 20 francs).

VISITE D'AMITIE AU PEUPLE SAHRAOUI...

Trois membres de l'Association des Amis de la R.A.S.D. ont visité les campements dans la première quinzaine de juillet.



Camp de réfugiés sahraouis

Voici quelques semaines nous découvrons les camps de réfugiés sahraouis au cœur du désert. Nous retrouvons nos amis sahraouis réfugiés dans ces lieux que tout être vivant avait déserté. Jour après jour, ils reconquièrent un espace hostile à l'homme. Il faut trouver l'eau et l'ombre, assurer la nourriture, maintenir la santé : lutter pour vivre dans un lieu où rien ne le permet. Et c'est ici qu'hommes et femmes du Peuple sahraoui construisent au présent l'avenir de leur pays.

Le mot sahara évoque spontanément en France une étendue désertique. Mais ceux qui y vivent aujourd'hui ne sont pas tous habitués au désert. Ils viennent pour certains des départements de la côte atlantique El Aïoun, Dakhla... là où le climat est tempéré et la mer proche. Aussi peut-on mieux comprendre la dureté de l'exil imposé. Si nous avons vu la souffrance et la misère des enfants qui naissent au milieu de cette fournaise, celles des femmes ou des anciens privés de tout, nous avons aussi constaté la dignité et le courage de tout un Peuple en lutte pour sa libération.

Reçu par le Front Polisario nous devons au cours de ce séjour visiter de nombreuses daïras, rencontrer, tout à la fois, les habitants des campements, des responsables de comités, et trois membres du gouvernement, les ministres de la Santé, de la Justice et de l'Intérieur.

L'organisation des campements est impressionnante. Chacun a sa place pour participer à la solution des multiples problèmes quotidiens. Des comités réunissant dans chaque village tous les habitants définissent tant pour l'alimentation, l'hygiène,

l'artisanat, l'enseignement, ou les rapports sociaux, les mesures à prendre et le rôle de chacun. Des réalisations importantes sont ainsi à mettre à l'actif de cette mobilisation populaire. Outre l'hôpital national qui comporte quatre cents lits, des hôpitaux ont été construits en brique de terre séchée dans chaque département, des centres de protection infantile voient le jour pour les enfants de moins de deux ans, des essais de cultures potagères sont réalisés avec succès.

Au fur et à mesure des rencontres et des conversations nous apparaissent un des aspects de la lutte du Peuple sahraoui. Certes, il y a une lutte de libération nationale menée sous la responsabilité du Front Polisario qui fait l'admiration de beaucoup. Mais il y a aussi une transformation des rapports sociaux.

Les circonstances de la lutte rendent plus évident le rôle joué par les femmes. Leur condition en est profondément modifiée. Le principe de l'égalité de l'homme et de la femme devient une réalité dans les faits. Qui ne serait pas impressionné par l'effort extraordinaire d'alphabétisation ?

La manière d'aborder la question du mariage est elle-même révélatrice puisque désormais les jeunes fiancés doivent démontrer devant le Comité de la Justice Sociale que chacun s'engage librement, pleinement conscient de ses droits et de ses devoirs d'époux. Il n'est pas loin le temps où la femme pouvait s'échanger contre plusieurs chameaux.

Plus encore que cette transformation sociale, c'est aussi la conscience que manifeste ceux que nous avons rencontrés de leur communauté d'intérêt avec les autres peuples du

Apportez votre soutien en adhérant

Je soussigné :

Nom et prénom..... **Profession**.....

Adresse

adhère à l'Association des Amis de la République Arabe Sahraouie Démocratique.

Je verse la cotisation annuelle de 70 francs (abonnement à Sahara Info compris).

o la cotisation de soutien francs.
en CCP ou chèque bancaire à l'ordre de l'Association des Amis de la République Sahraouie Démocratique.

BP 236 75 264 Paris Cédex 06

CCP 19 303 94 K Paris

Je souhaite participer au Département

monde et d'abord avec le peuple mauritanien et marocain, comme avec le peuple français. Chacune des rencontres commençait par l'affirmation que faisaient nos amis sahraouis qu'ils « ne confondent pas le peuple français avec ceux qui envoient les Jaguars pour les combattre ». Ainsi s'efforçaient-ils de définir leurs amis véritables et leurs ennemis, ce qui les conduisait à s'intéresser à la situation faite aux travailleurs en France.

Nous étions arrivés le jour même du renversement du régime de Mokhtar Ould Daddah en Mauritanie. Nombreuses étaient les interrogations et les commentaires sur les conséquences de cet événement pour la paix et l'indépendance du Sahara. La volonté de répondre à l'aspiration de paix de tous les peuples de la région, exprimée par la décision du Front Polisario faisait l'unanimité.

Comme le disait un enfant au lendemain de l'événement : « Mokhtar mat », c'est-à-dire « Mokhtar en échec », ce sont toujours les mêmes intérêts qui se trouvent en jeu dans cette région, le gouvernement de Giscard s'efforçant de sauvegarder certains d'entre eux.

Alors que l'O.N.U. et l'O.U.A. ont clairement défini le chemin de la décolonisation dans ce territoire,



Un potager

d'autres s'interposent pour dénaturer le problème posé. Espérons que la dynamique de paix dont le Front Polisario a pris l'initiative trouvera écho en Mauritanie, au Maroc et en France.

Notre solidarité peut y contribuer. Qu'elle s'exprime par un soutien matériel comme le propose

l'Association des Amis de la R.A.S.D. avec la campagne tissus, politiquement dans les diverses organisations auxquelles chacun peut appartenir et surtout en expliquant inlassablement à l'opinion publique française la justesse de la lutte du peuple sahraoui et du Front Polisario.

Sur le front

Bilan des opérations de l'Armée de Libération Populaire Sahraouie au mois de juillet.

Sur le Front Sud, deux opérations importantes ont eu lieu avant la proclamation du cessez-le-feu par le Front Polisario. Les 6 et 7 juillet, le train minéralier a été attaqué à deux reprises dans la région d'Inal. 15 militaires mauritaniens sont morts.

Sur le Front Nord, une intense activité militaire a eu lieu ; 32 militaires marocains, dont 3 sous-officiers, ont été faits prisonniers, 315 tués et 323 autres blessés. Ces opérations ont en particulier été menées contre El Ayoun, à Sken, contre la garnison de Boujdour, dans la région de Farsia, à Smara, Guelta, Bir Enzaren et Tifariti.

Par ailleurs, plusieurs opérations ont eu lieu dans le sud Maroc ; à Touizgui, dans la région de Lebourate, à côté de Tarfaya et à Anghnabil.

Dernière minute : le 21 août, l'A.L.P.S. a encerclé une compagnie des Forces armées royales marocaines à 15 km d'El Ayoun. La quasi-totalité de la compagnie, à l'exception de 34 militaires capturés, a été anéantie. Bilan : 65 morts et 70 blessés.



Un camion citerne

L'organisation des campements

Les campements s'étendent sur une vaste zone le long de la frontière entre l'Algérie et le Sahara occidental, (plus de 200 km). Ils sont organisés en 3 wilayas, soit El Ayoun, Dakhla et Smara, du nom même des trois grandes villes sahraouies, l'équivalent de nos provinces, et placés sous la responsabilité d'un Wali ou gouverneur.

Chaque wilaya est organisée en Daïra, actuellement au nombre de 23, l'équivalent de nos communes. Le nombre d'habitants par daïra varie de 1 000 à 5 000 personnes. La daïra est dirigée par un comité populaire se composant de six personnes :

— Un responsable administratif élu parmi plusieurs candidats présentés par l'Assemblée populaire de la daïra.

— 5 responsables des comités spécialisés élus par chacun des comités. Ces comités spécialisés correspondent aux 5 tâches comme prioritaires par le dernier Congrès populaire de base (Wilaya). Il s'agit de :
— Puériculture, Approvisionnement, Santé, Justice — Affaires sociales et Artisanat.

La population d'un camp est elle-même organisée en cellules qui se composent de 11 membres. Chacune membre d'une cellule fait aussi partie d'un comité spécialisé selon son intérêt ou ses capacités. Chaque tâche des comités spécialisés doit être assumée par la cellule de base et par la daïra tout entière en fonction du programme arrêté lors du Conseil populaire du camp, du Congrès populaire de base (Wilaya) ou du Conseil national (tous les 8 mois). Le dernier congrès populaire de base a par exemple ramené de 9 à 5 nombre de tâches prioritaires. Les tâches de défense — sécurité (milice populaire) et enseignement sont reprises au niveau national. Les autres comités dont les tâches sont considérées provisoirement comme moins importantes ont été dissous. Les campements étant composés à 95 % de femmes, d'enfants et de vieillards, il est évident que les responsables des daïras sont toutes des femmes.

Chaque tâche est longuement discutée au sein de la cellule au cours des réunions qui ont lieu 2 fois par semaine, de même chacun des membres de la cellule ayant une fonction précise rencontre les membres des autres cellules 2 fois par semaine au sein de comités spécialisés. Le programme de la daïra largement discuté par la population, comprend :

— Les campagnes populaires qui ont lieu tous les trois jours, exemple : construction d'école, dispensaire, abris de défense, habitation.

— Le programme de développement et de gestion de la daïra.

— Le travail des comités et cellules.

Le fait que ce programme est réalisé sous la forme d'une mobilisation permanente de la population confère une très grande animation aux campements. Les différentes campagnes et tâches du programme sont organisées par roulement d'équipe de jour comme de nuit, et répartis selon les capacités individuelles femmes — adultes — vieux.

Quelques exemples des campagnes populaires

— *Campagne populaire de creusement des trous de défense*

Campagne nationale décidée suite aux manœuvres de l'armée marocaine du mois d'août 77 le long des frontières algériennes à proximité des campements. Le souvenir des bombardements au napalm des campements situés en territoire sahraoui en 1975 et l'alerte causée par l'agresseur marocain nécessite des mesures précises de défense. Parmi celles-ci, nous avons pu observer en de nombreuses daïras le creusement de trous de défense, travail dur vu le sol hostile et la précarité de l'outillage disponible.

Ces abris sont réalisés par des équipes composées de membres de chaque cellule de la daïra. Le travail est programmé par un responsable qui organise le travail et répartit l'outillage disponible. La population se réunit tôt le matin et poursuivra le travail jusqu'à la tombée de la nuit. Chaque journée étant très épuisante, les deux journées suivantes sont consacrées aux vacances normales de gestion de la daïra.

La campagne des trous de défense, comme les autres campagnes mobilise tout le monde selon la possibilité de chacun, c'est ainsi que les uns travaillent, les autres telles les femmes enceintes, préparent le thé, assurent l'animation par des chants populaires. Même les personnes handicapées trouvent une place. Les responsables de la puériculture gardent les enfants des femmes au travail.

— *Campagne populaire d'assainissement des puits et des réservoirs d'eau.*

Hormis la wilaya de Dakhla qui est localisée sur une nappe phréatique et dispose de puits d'eau potable, les autres wilayas sont alimentées en eau par camion citerne depuis Tindouf.

Le curage des puits et l'entretien des réservoirs d'eau se fait tous les 15 jours. Après 8 jours le puits ou réservoir est désinfecté ; après 15 jours il est vidé et curé, ceci afin d'assurer à l'eau les qualités d'hygiène indispensable dans les conditions climatiques données. Le curage et l'entretien sont réalisés selon le même schéma de mobilisation que pour les trous.

*

* *

— Il en est de même pour les constructions entreprises au plan national : — hôpital — internat — pharmacie — locaux administratifs — habitation pour la famille des martyrs combattants morts sur le front.

— Plan régional de la wilaya et local de la daïra : hôpital — internat — puériculture — dispensaire — habitation individuelle soit sous tente soit en dur (brique de sable).

RESOLUTION DE L'O.U.A.

SUR LE SAHARA OCCIDENTAL

UN COMITE AD HOC EXAMINERA TOUTES LES DONNEES DE LA QUESTION SAHRAOUIE Y COMPRIS L'EXERCICE DU DROIT A L'AUTODETERMINATION

Le sommet extraordinaire de l'O.U.A. est maintenu. L'O.N.U. demeure saisie du problème

Le 15^e sommet de l'O.U.A. a adopté une résolution décidant la création d'une commission ad hoc chargée d'examiner toutes les données de la situation au Sahara occidental. Cette commission sera composée d'au moins cinq membres dont le président en exercice de l'O.U.A.

La résolution réaffirme également la décision de tenir un sommet extraordinaire de l'O.U.A. sur la question du Sahara occidental.

Elle précise, en outre, que l'O.N.U. demeure saisie du problème de la décolonisation du Sahara occidental. Voici le texte intégral de cette résolution :

« La conférence des chefs d'Etat et de gouvernement, réunie en sa 15^e session ordinaire à Khartoum en République démocratique du Soudan, du 18 au 21 juillet 1978.

« Après avoir entendu la déclaration du président en exercice sortant sur la question du Sahara occidental.

« Ayant examiné la question du Sahara occidental.

« Vivement préoccupée par l'aggravation de la situation au Sahara occidental et la tension qui prévaut dans la région.

« Guidée par les principes et objectifs de la charte de l'O.U.A. notamment ceux relatifs à la totale décolonisation du continent.

« Rappelant la résolution 15/14 (XV) de l'Assemblée générale de l'O.N.U. du 14-12-60 sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et prenant en considération les conclusions du rapport de la mission de visite des Nations unies au Sahara occidental du 11 novembre 1975.

« Rappelant les résolutions pertinentes de l'O.N.U., de l'O.U.A. et du Mouvement des non-alignés sur la question du Sahara occidental.

« Considérant l'avis consultatif de la C.I.J. du 16 octobre 1975 sur la question du Sahara occidental en rapport, notamment, avec le principe du droit à l'autodétermination du peuple du Sahara occidental.

1) Réaffirme la responsabilité de l'O.U.A. quant à la recherche d'une solution juste et pacifique de ce problème conformément aux principes des chartes de l'O.U.A. et de l'O.N.U.

2) Réaffirme la décision de réunir un sommet extraordinaire qui devra traiter de cette question du Sahara occidental.

3) Décide à cet effet de créer une commission ad hoc composée au moins de cinq chefs d'Etat de l'O.U.A., dont le président en exercice de l'O.U.A. et chargée d'examiner toutes les données de la question du Sahara occidental, y compris l'exercice du droit du peuple de ce territoire à l'autodétermination, et de faire rapport au sommet extraordinaire.

4) Charge le président en exercice de procéder dans les plus brefs délais à des consultations en vue de la constitution et de la réunion de ladite commission ad hoc

5) Demande à tous les Etats de la région de s'abstenir d'entreprendre toute action susceptible d'entraver la recherche d'une solution juste et pacifique de ce problème.

6) Demande au secrétaire général administratif de l'O.U.A. de préparer un rapport à la 32^e session du Conseil des ministres sur l'évolution de la situation.

7) Invite le secrétaire général administratif de l'O.U.A. à porter les présentes dispositions à la connaissance du secrétaire général de l'O.N.U. qui demeure saisi du problème de la décolonisation du Sahara occidental. »

Solidarité

Le mouvement mondialiste anti-impérialiste a versé à deux reprises à l'Association le fruit des collectes qu'il a organisés en faveur des réfugiés sahraouis : en décembre 1977, 185 F., et en avril 1978, 233 F. Par ailleurs, le mouvement qui organise une action d'information sur la lutte du Front Polisario a tenu une réunion publique à La Rochelle au mois de mai dernier avec projection d'un film.

Sahara Info

CONDITIONS D'ABONNEMENT

Si vous désirez recevoir les 10 numéros suivants de « Sahara Info », veuillez nous retourner le bon suivant :

Je désire recevoir « SAHARO INFO »

Nom

Adresse

Profession

Je verse 30 F. par chèque postal ou bancaire joint ; libellé au nom de l'Association « LES AMIS DE LA REPUBLIQUE ARABE SAHRAOUIE DEMOCRATIQUE » — BP 236 — 75264 PARIS CEDEX 06.

MATÉRIEL DIFFUSÉ PAR L'ASSOCIATION

SAHARA INFO :	
à ce jour, 25 numéros sont parus	
l'abonnement pour un an	30,00 F
SAHARA LIBRE :	
Journal de l'intérieur. A ce jour, 55 numéros sont parus en français, espagnol, et arabe. Le numéro	2,00 F
DOCUMENT POLISARIO	
La répression contre le peuple sahraoui	3,00 F
MEMORANDUM :	
relatif à la proclamation de la R.A.S.D.	3,00 F
DOSSIERS PRESSE :	
tome 1 sélection d'articles parus dans la presse concernant le Sahara occidental (160 pages)	30,00 F
tome 2 (février-septembre 1976) 90 pages	15,00 F
tome 3 (septembre 76-mai 77) 128 pages	20,00 F
tome 4 (mai 77-décembre 77) 148 pages	20,00 F
BROCHURE :	
3 ^e congrès du Front POLISARIO (80 pages)	10,00 F
DOSSIER DU SAHARA OCCIDENTAL :	
(70 pages) réalisé par l'Association des Amis de la R.A.S.D.	17,00 F
Trois parties :	
a) historique avec cartes et documents	
b) l'enjeu du Sahara occidental	
c) témoignages recueillis par l'Association sur la résistance du peuple sahraoui à ses agresseurs	
8 pages sur le Sahara occidental	2,50 F
INSIGNE : Front POLISARIO : l'un	10,00 F
30 PHOTOS en noir et blanc (format 24 x 30) : l'une	7,00 F
12 PHOTOS différentes en couleur (format 24 x 30) : l'une	15,00 F
(format 30 x 40) : l'une	25,00 F
POSTER « El Quali Mustapha Sayed »	10,00 F
AFFICHE de la R.A.S.D.	3,00 F
POSTER du peuple sahraoui en lutte	7,00 F
AFFICHE du 3^e congrès du Front POLISARIO	2,00 F
POSTER à la mémoire des martyrs (en arabe)	6,00 F
AFFICHE « Peuple sahraoui, une lutte de libération »	1,50 F
AFFICHE contre le tourisme au Maroc	1,50 F
CASSETTE de musique sahraouie	20,00 F
SERIE de 8 cartes postales « réfugiés sahraouis »	10,00 F
SERIE de 5 dessins d'enfants	
1) motifs artisanaux	10,00 F
2) vie quotidienne	10,00 F
LIVRES :	
« Front POLISARIO, l'âme d'un peuple », par Ahmed Beba Miske (Editions Rupture. Prix : 35 F + 7,20 F de port)	
« Sahara occidental, un peuple et ses droits », colloque de Massy des 1 et 2 avril 1978 (Editions l'Harmattan. Prix 38 F + 5 F de port)	
Passez vos commandes à l'Association	
« Les Amis de la R.A.S.D. »	
BP 236 — 75 264 PARIS CEDEX 06	

18 juillet : M. Sid Ahmed El Battal, membre du comité exécutif du Front Polisario, déclare dans une conférence de presse : « la révision complète de la politique criminelle menée par Ould Daddah est à notre sens la condition véritable et réelle de tout redressement en Mauritanie... Je lance un appel au Maroc afin qu'il retrouve la voie de la raison et qu'il permette au peuple sahraoui de jouir de sa liberté durement arrachée... Un rôle naturel et logique revient à la France pour l'instauration de la paix ». Il presse ensuite Nouakchott et Rabat de répondre à son initiative de paix.

23 juillet : Le président Boumediène déclare au Sommet de l'O.U.A. de Khartoum « le problème du Sahara occidental ne peut être que réglé par des voies et moyens politiques ».

24 juillet : une manifestation des travailleurs mauritaniens en faveur de la paix au Sahara occidental se déroule à Nouakchott

27 juillet : Valéry Giscard d'Estaing reçoit deux ministres mauritaniens et souligne que « les circonstances nouvelles permettent aujourd'hui de progresser dans la recherche d'une solution acceptable pour toutes les parties intéressées. »

août : nomination d'un ambassadeur de la R.A.S.D., M. Saïd Ahmed, au Bénin.

1^{er} août : M. Giscard d'Estaing reçoit M. Bouteflika qui déclare « il y a une dynamique de la paix et l'Algérie ne prendra pas la responsabilité de la décourager ».

2 août : M. Giscard d'Estaing reçoit le président ivoirien, M. Houphouët Boigny, qui se déclare prêt à aider à résoudre le problème du Sahara occidental dans le cadre de l'O.U.A.

3 août : M. Giscard d'Estaing reçoit un émissaire du roi du Maroc, M. Reda Guedira.

août : M. Mahmoud Abdelfattah, représentant du Front Polisario en Europe, déclare que la question du Sahara occidental est un problème de décolonisation devant être résolu dans le cadre de l'O.N.U. et l'O.U.A.

août : M. Mahfoud Laroussi, ministre de l'Intérieur de la R.A.S.D. déclare que le gouvernement sahraoui est prêt à discuter avec le gouvernement mauritanien si ce dernier reconnaît le droit à l'autodétermination des Sahraouis.

20 août : dans un discours, le roi Hassan II exclut des frontières autres que mauritaniennes au sud du Maroc.

21 août : une délégation de la République populaire de Corée a été reçue par le Secrétaire général du Front Polisario après avoir visité les zones libérées de la R.A.S.D.

26 août : le ministre de l'Information de la R.A.S.D., M. Salek, est reçu par le président Malien, M. Traoré. Il déclare « La France n'a pas pris contact avec le Polisario. Or aucune paix n'est possible sans ce dernier ».